



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Commission de Lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région Occidentale

Cinquième réunion du Comité exécutif

Agadir, Maroc, 22-23 juin 2009

Documents de travail





منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

SOMMAIRE

Liste des abréviations et acronymes.....	3
Ordre du jour provisoire	5
Point 1 : Ouverture de la Réunion.....	7
Point 2 : Election du Président du Vice - président et du Comité de rédaction et adoption de l'ordre du jour	8
Point 3 : Examen de la "Déclaration de Bamako"	9
Point 4 : Analyse des conclusions et recommandations de la mission d'évaluation à mi- parcours du Programme EMPRES en Région occidentale.....	14
Point 5 : Examen des comptes annuels pour 2007, 2008 et 2009 et élaboration du programme de travail et du budget pour le biennium 2010-2011	26
Point 6 : Renouvellement des membres du Comité exécutif	33
Point 7 : Divers	34
Point 8 : Date et lieu de la prochaine réunion.....	35
Point 9: Adoption du rapport.....	36
ANNEXE.....	37



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

Liste des abréviations et acronymes

AGP	Division de la production végétale et de la protection des plantes (FAO)
AGPP	Division de la production végétale et de la protection des plantes (FAO)
BAD	Banque africaine de développement
BID	Banque islamique de développement
BM	Banque mondiale
CERES/Locustox	Centre de recherche en écotoxicologie pour le Sahel (Dakar, Sénégal)
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (France)
CLAA	Centre de lutte antiacridienne (Nouakchott, Mauritanie) devenu CNLA, Centre national de lutte antiacridienne en août 2006
CLCPANO	Commission de lutte contre le criquet pèlerin en Afrique du Nord-Ouest
CLCPRO	Commission de lutte contre le criquet pèlerin en région occidentale
CNA	Centre National Antiacridien (Niger)
CNLA	Centre National de Lutte Antiacridienne (Tchad)
CNLAA	Centre National de Lutte Antiacridienne (Maroc)
CP	Criquet pèlerin
CR	Coordination régionale du programme EMPRES en Région occidentale
CRC	Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région centrale
DLCC	<i>Desert Locust Control Committee (FAO)</i> / Comité de lutte contre le criquet pèlerin
DLIS	<i>Desert Locust Information Service (FAO)</i> / Service d'information sur le criquet pèlerin (AGPP/FAO, Rome)
DPV	Direction de la protection des végétaux
ECLO	<i>Emergency Centre for Locust Operations</i> / Centre d'urgence pour les opérations antiacridiennes (FAO, Rome)
ELO-RO	Chargé de liaison EMPRES (<i>EMPRES Liaison Officer</i>) en Région occidentale
eLocust	Système de collecte et de transmission électronique des données
EIRO	Equipes d'Intervention en Région Occidentale ¹
EMI	Equipes Maghrébines d'Intervention contre le Criquet pèlerin
EMPRES	<i>Emergency Prevention System for Transboundary Animal and Plant Pests and Diseases</i> / Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes
E/R	Emetteur/Récepteur
FAO	<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i> / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

¹ EIRO : nouvelle appellation pour les EMI.



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

Liste des abréviations et acronymes (suite)

FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial (Paris, France)
FIDA	Fonds International de Développement Agricole (Rome, Italie)
FSP	Fonds de Solidarité Prioritaire (France)
GPS	Global Positioning System
GTZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> (Coopération technique allemande)
ICIPE	<i>International Centre for Insect Physiology and Ecology</i> (Nairobi, Kenya)
IITA	<i>International Institute of Tropical Agriculture</i> (Ibadan, Nigéria)
INPV	Institut national de protection des végétaux (Algérie)
LAA	Lutte antiacridienne
LUBILOS	Projet de LUTte Biologique contre les LOCustes et SAuteriaux (Cotonou, Bénin)
NPO	<i>National Project Officer</i> / Fonctionnaire national
OCLALAV	Organisation commune de lutte antiacridienne et de lutte antiaviaire
PAN	Phényl-acéto-nitrile
PC	<i>Personal Computer</i> / Ordinateur
PCT	Programme de coopération technique de la FAO
P/M	Personne-mois
PPO	Planification des Projets par Objectifs
PRG	<i>Pesticides Referee Group</i> (FAO) / Groupe consultatif sur les pesticides (FAO)
PV	Protection des Végétaux
RAMSES	<i>Reconnaissance And Management System of the Environment of Shistocerca</i>
RC	Région centrale
RO	Région occidentale
SPA	Schéma de Planification des Activités
UBV	Ultra-Bas Volume
UE	Union européenne
UNLCP	Unité nationale de lutte contre le Criquet pèlerin (Mali)
USAID	<i>United States Agency for International Development</i> / Agence des Etats-Unis pour le développement international



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5^{ème} Réunion du Comité exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la réunion;
2. Election du Président, du Vice-président et du Comité de rédaction;
3. Examen de la "Déclaration de Bamako" de la Réunion des Ministres des Etats membres de la CLCPRO (27 mars 2009) et adoption des modalités de mise en œuvre de ses recommandations;
4. Analyse des conclusions et recommandations de la mission d'évaluation à mi-parcours du Programme EMPRES en Région occidentale;
5. Examen des comptes annuels pour 2007, 2008 et 2009 et élaboration du programme de travail et du budget pour le biennium 2010-2011;
6. Renouvellement des membres du Comité exécutif pour les deux années à venir;
7. Divers;
8. Date et lieu de la prochaine réunion;
9. Adoption du rapport.

Projet horaire de travail
5^{ème} Réunion du Comité exécutif
Agadir, Maroc, 22-23/06/2009

Lundi 22 juin 2009

Matin :

- 09.00 : Accueil des participants.
- 09.30 : Ouverture de la réunion.
- 10.30 : Pause café.
- 11.00 : Election du Président et du Vice-président.
- 11.30 : Election du Comité de rédaction .
- 11.45 : Adoption de l'ordre du jour.
- 12.00 : Fin des travaux de la matinée.

Après-midi :

- 14.00 : Examen de la "Déclaration de Bamako" de la Réunion des Ministres des Etats membres de la CLCPRO (27 mars 2009) et adoption des modalités de mise en œuvre de ses recommandations.
- 15.30 : Pause café.
- 16.00 : Analyse des conclusions et recommandations de la mission d'évaluation à mi-parcours du Programme EMPRES en Région occidentale.
- 17.30 : Fin des travaux de la journée.

Mardi 23 juin 2009

Matin :

- 09.00 : Examen des comptes annuels pour 2007, 2008 et 2009 et élaboration du programme de travail et du budget pour le biennium 2010-2011.
- 10.00 : Renouvellement des membres du Comité exécutif pour les deux années à venir.
- 10.30 : Pause café.
- 11.00 : Divers.
- 11.30 : Date et lieu de la prochaine réunion.
- 11.30 : Rédaction du rapport.
- 12.00 : Fin des travaux de la matinée.

Après midi :

- 14.30 : Rédaction du rapport (suite).
- 16.00 : Pause café.
- 16.30 : Adoption du rapport.
- 17.30 : Clôture.



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5^{ème} Réunion du Comité exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

Point 1 : Ouverture de la Réunion

L'ouverture de la 5^{ème} Réunion du Comité exécutif de la CLCPRO sera présidée par un responsable du Gouvernement du Maroc.



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5^{ème} Réunion du Comité exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

**Point 2 : Election du Président du Vice - président et du Comité de
rédaction et adoption de l'ordre du jour**

Le tableau ci-dessous indique les Présidents et Vice-présidents élus lors des dernières réunions du Comité exécutif :

Réunions	Président	Pays	Vice-président	Pays
1 ^{ère} Réunion Comité exécutif CLCPRO Niamey, Niger 16 – 20 /06/2004	M. Fakaba Diakité	Mali	M. Mohamed Abdallahi Ould Babah	Mauritanie
2 ^{ème} Réunion Comité exécutif <i>tenue conjointement avec la 3^{ème} Session de la CLCPRO</i>				
3 ^{ème} Réunion Comité exécutif Nouakchott, Mauritanie 08-09/12/2006	M. Mohamed Abdallahi Ould Babah	Mauritanie	Palouma Abdou	Tchad
4 ^{ème} Réunion Comité exécutif Bamako, Mali 18-19/10/2007	Palouma Abdou	Tchad	Lo Mame Ndené	Sénégal



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)

5^{ème} Réunion du Comité exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

Point 3 : Examen de la "Déclaration de Bamako"

Cette réunion ministérielle est la première du genre qui est organisée en pleine période de rémission. Sa tenue faisait suite à plusieurs recommandations de la CLCPRO et d'EMPRES-RO dont la plus récente est celle de la 4^{ème} Session de la CLCPRO, tenue à Bamako en octobre 2007. Elle s'inscrivait aussi dans la dynamique d'appropriation progressive des pays membres de la CLCPRO de la stratégie de lutte préventive contre le Criquet pèlerin prônée par la CLCPRO et le Programme EMPRES-RO.

Le 27 mars 2009, les Ministres et Chefs de délégations des Etats membres de la CLCPRO ont répondu à l'aimable invitation du Ministre de l'Agriculture du Mali et se sont réunis à Bamako. L'objet de cette réunion ministérielle était de définir les grandes orientations stratégiques permettant d'instaurer des mécanismes de financement durable de la lutte préventive contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale et, d'institutionnaliser la coopération régionale au sein de laquelle la CLCPRO, garante de la pérennité de l'approche régionale pour ce ravageur transfrontière, doit avoir un rôle clé.

Après avoir pris connaissance du compte-rendu des travaux des experts réunis à Bamako les 25 et 26 mars, la réunion du 27 mars 2009 des Ministres en charge de la lutte antiacridienne a conduit à "**Déclaration de Bamako**" (voir annexe), qui met en exergue la pertinence de la stratégie de lutte préventive contre le Criquet pèlerin et vise à pérenniser les Unités nationales autonomes de lutte antiacridienne dans les Etats membres.

Dans ladite déclaration, après un rappel des enjeux de la lutte contre le Criquet pèlerin, les Ministres et Chefs de délégation se sont félicités des avancées obtenues dans le domaine de la lutte antiacridienne en RO grâce notamment aux efforts fournis par les pays et la CLCPRO ainsi que les partenaires techniques et financiers dans le cadre du Programme EMPRES-RO.

Les Ministres et Chefs de délégation ont ensuite pris un certain nombre d'engagements, fait part de recommandations et prononcé des invitations (entre parenthèses numéro du paragraphe correspondant de la déclaration de Bamako) :

- **Engagements** pris :

- Pérenniser les structures nationales à travers l'allocation de budgets conséquents inscrits annuellement dans la loi de finances de chaque pays et l'affectation du personnel requis (10) ;
- Préserver les capacités matérielles acquises et spécifiquement dédiées à la lutte contre le Criquet pèlerin (11) ;
- S'acquitter régulièrement de leur contribution respective au fonds fiduciaire de la CLCPRO (16) ;
- Organiser de façon périodique des réunions des Ministres des pays membres de la CLCPRO en charge de la lutte antiacridienne (21).

Les discussions lors de la 5^{ème} réunion du Comité exécutif de la CLCPRO pourront porter sur :

- a. *Comment assurer le suivi des engagements pris ? Et par qui ?*
- b. *Comment intervenir auprès des Ministères pour la mise en œuvre de ces engagements ? Quel peut-être le rôle de l'UNLA concernée, de la CLCPRO, de la Représentation de la FAO ?*
- c. *Pour la préservation des capacités matérielles acquises, assurer la mise à jour régulière du système de veille et son exploitation appropriée.*
- d. *Un système de traçabilité peut-il être envisagé pour le suivi du matériel (par exemple codification par le système d'identification « code barre ») ? Si oui, selon quelles modalités ?*
- e. *Pour l'organisation régulière de réunions des Ministres, la CLCPRO ne peut-elle pas déjà envisager une prochaine échéance avec un thème précis ? (prise en charge financière par les Etats par exemple ?)*

- Des **recommandations** ou encouragements, adressés aux UNLAs et au Secrétariat de la CLCPRO :

- Renforcer le secrétariat de la CLCPRO (9) ;
- Organiser des prospections conjointes entre pays de la région (12) ;
- Inscrire le Criquet pèlerin à l'ordre du jour des réunions mixtes organisées de façon bilatérale entre pays de la RO (13) ;
- Encourager la concertation pays-bailleurs pour la mise en place d'un cadre global de gouvernance et de financement à long terme de la lutte préventive en RO (15) ;
- Augmenter les cotisations des Etats Membres de la CLCPRO au fonds fiduciaire, sur la base du PIBA (17) ;
- Présenter un nouveau barème pour adoption (17) ;
- Créer un fonds d'urgence national (19) ;
- Soutenir la création d'un fonds spécial d'urgence pour le Criquet pèlerin (20).

Les discussions lors de la 5ème réunion du Comité exécutif de la CLCPRO pourront porter sur :

- a. *Comment renforcer le Secrétariat de la CLCPRO ? Ressources humaines et matérielles ?*
- b. *Comment associer de façon durable les pays au financement des prospections conjointes ? Quel doit être le rôle de la CLCPRO dans leur organisation et leur financement ?*
- c. *Comment s'assurer que la question de la coopération en matière de lutte contre le Criquet pèlerin est inscrite à l'ordre du jour des réunions mixtes ? Qui s'en charge au niveau de chaque pays ?*
- d. *Concertation pays-bailleurs : serait-il pertinent d'organiser une table ronde pays-bailleurs pour formuler et entériner des propositions relatives à la mise en place d'un cadre permanent de partenariat entre bailleurs de fonds et acteurs de la Région occidentale permettant d'assurer un financement durable de la lutte préventive (à travers le fonds fiduciaire de la CLCPRO) ;*
- e. *Présentation d'un nouveau barème de contribution : voir ci-dessous ;*
- f. *Création d'un fonds d'urgence national : ou en est-on actuellement ? Quelles sont les prochaines échéances ?*
- g. *Création du fonds d'urgence international spécifique au Criquet pèlerin : Comment relancer l'appel d'offre pour l'étude correspondante ?*

- Des **invitations**, adressées aux partenaires du développement

1. Pour apporter un appui continu à la lutte préventive notamment par le biais du fonds fiduciaire de la CLCPRO (14) ;
2. Pour poursuivre leur appui dans le cadre d'une deuxième phase de consolidation des acquis du Programme EMPRES-RO (18).

Les discussions lors de la 5ème réunion du Comité exécutif de la CLCPRO pourront porter sur :

- a. *Comment donner suite à ces invitations ?*
- b. *L'appui permanent à la lutte préventive ne devrait-il pas être initié dans le cadre d'une table ronde pays-bailleurs (cf. précédemment) ?*
- c. *Quels bailleurs potentiels/partenaires inviter à l'atelier d'élaboration de la phase II prévu à Dakar en octobre 2009 ?*

Proposition du nouveau barème des contributions annuelles des Etats membres de la CLCPRO au Fonds fiduciaire de la Commission

Comme recommandé par les Ministres et Chefs de délégations, le nouveau barème de la cotisation sera augmenté et basé sur le produit intérieur brut agricole (PIBA) des pays.

Méthode de calcul proposée: Les cotisations annuelles actuelles des pays membres ont été approuvées lors de la 2^{ème} Session de la CLCPRO qui a eu lieu à Alger du 9 au 12 juin 2003. Elles sont basées sur des critères macroéconomiques, tels que le Produit Intérieur Brut (PIB), la superficie du pays, la population totale, etc.

Le nouveau barème de cotisation annuelle devra donc être augmenté en prenant en plus en considération le PIBA.

Ainsi, le nouveau barème pourrait être calculé comme suit : $C_j = C_{0,j} + A_j$

où, pour chaque pays membre j, C représente la nouvelle cotisation, C_0 la cotisation actuelle et A une augmentation basée sur le PIBA du pays.

Pour la détermination de A_j , nous proposons la méthodologie utilisée pour le calcul des index de développement, tel que le *Human Development Index*, établi par les Nations Unies à partir d'indicateurs sectoriels². Ainsi, l'approche proposée pour le calcul de la nouvelle cotisation se basera sur le PIBA et le PIBA par habitant. La nouvelle cotisation, calculée à partir de la formule $C_j = C_{0,j} + A_j$, sera arrondie au millier de dollars EU supérieur.

Source d'information : Le service statistique de la FAO recommande de se baser sur les indicateurs du développement mondial (*World Development Indicators*) de la Banque mondiale. Nous proposons d'utiliser la moyenne du PIBA de chaque pays de l'année 1990 à l'année 2006, actualisé à l'année 2006.

Application : En appliquant la méthode de calcul précédemment proposée, le nouveau barème comparé à l'actuel est présenté ci-dessous. Le tableau présente une hypothèse à court terme avec un total des contributions annuelles de 426.000 \$EU, et une hypothèse à long terme, pour un total de 639.000 \$EU par an qu'il conviendrait que la Commission retienne lors de la présente Session.

² Amartya Sen & Sudhir Anand, 1994. 'Human Development Index : Methodology and measurement'. Human Indicators Report Office (UNDP), Occasional Papers. L'article est disponible sur le site Internet : http://hdr.undp.org/en/media/HDI_methodology.pdf.

**Evolution du barème des contributions annuelles
des Etats membres de la CLCPRO (\$ EU)**

Pays	Cotisation actuelle (C_o)	Nouvelle cotisation minimale proposée (C)	Cotisation proposée à long terme
Algérie	40.000	100.000	150.000
Burkina Faso	12.000	16.000	24.000
Libye	46.000	110.000	165.000
Mali	13.000	16.000	24.000
Maroc	37.000	80.000	120.000
Mauritanie	15.000	18.000	27.000
Niger	12.000	13.000	19.500
Sénégal	16.000	17.000	25.500
Tchad	12.000	16.000	24.000
Tunisie	24.000	40.000	60.000
TOTAL	227.000	426.000	639.000



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5ème Réunion du Comité Exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

**Point 4 : Analyse des conclusions et recommandations de la
mission d'évaluation à mi-parcours du Programme EMPRES en
Région occidentale**

Conformément à l'accord de don signé entre la BAD et les quatre pays bénéficiaires, et dans le but d'examiner l'état d'avancement global du Programme EMPRES en Région Occidentale, une mission d'évaluation à mi-parcours dudit programme a été réalisée en novembre et décembre 2008.

Objectif de la mission

- Evaluation des activités financées par tous les bailleurs de fonds de la FAO dans la Région occidentale, avec un accent particulier sur le projet BAD ;
- Fournir aux bailleurs de fonds, aux pays membres de la CLCPRO et à la FAO une appréciation de l'état d'avancement du Programme ainsi que de son impact ;
- Apprécier si une seconde phase du Programme sera nécessaire et quels devraient en être les contours généraux.

Pays visités

La mission d'évaluation s'est rendue au Maroc, en Mauritanie, au Mali, au Niger, en Algérie et en Tunisie et a présenté ses principales conclusions et recommandations aux participants à la 4^{ème} réunion du Comité de Pilotage du Programme EMPRES-RO, tenue à Niamey du 22 au 23 décembre 2008.

Projets d'appui au programme EMPRES-RO

- Le financement total de la lutte préventive dans la région occidentale représente 53 millions de \$ EU.
- Le Programme EMPRES-RO (2006-2009) représente 13 millions \$ EU, soit 24% (y inclus le projet FSP³) du total budgété, les pays membres de la CLCPRO 45% et le projet AELP 30%. Ces projets se complètent assez bien les uns les autres.

Démarrage et fin des projets en cours :

- La plupart de ces projets ont démarré à la même période, après la crise de 2003-05, et s'achèvent en 2009 ou 2010.

Constats et perspectives :

- La période actuelle est relativement faste du point de vue des financements de la lutte antiacridienne, situation qui permet d'avancer à grands pas mais qui pose aussi des problèmes de capacité d'absorption de toutes les activités initiées sous un projet ou sous un autre.
- Une chute brutale des financements est à craindre en 2010, ce qui pourrait mettre en péril la durabilité des acquis.
- Une seconde phase sera sans doute nécessaire afin de permettre un « atterrissage en douceur » des appuis et la pérennisation des capacités mises en place.

Conception et mise en œuvre du programme

Constat:

- Le Programme est bien conçu et la hiérarchie des objectifs formulée de manière réaliste.
- Le programme a mis l'accent sur la création d'unités nationales de lutte antiacridienne fortes et bénéficiant d'une autonomie administrative et budgétaire. L'évaluation a permis de confirmer la justesse de cette approche, toutefois l'autonomisation des unités de lutte ne doit pas se faire aux dépens des relations de travail et de confiance avec les autres administrations.
- Le siège de la CLCPRO à Alger n'est pas aux normes de sécurité des Nations Unies et le personnel de la FAO n'est donc pas autorisé à y travailler. Même si des solutions de

³ Le projet FFEM n'avait pas encore démarré et n'est pas pris en compte.

court terme ont été trouvées et de très nombreuses activités réalisées durant la période évaluée, cette situation gêne le fonctionnement normal de la Commission, limite la cohérence de ses interventions dans la mesure où le personnel est souvent dispersé dans des lieux différents, et affecte les relations avec le gouvernement algérien.

- Après presque trois ans de mise en œuvre, le projet BAD a décaissé 2,6 millions de \$EU, soit 43% de son budget. Au rythme actuel de décaissement, le projet aura consommé son budget vers la fin 2011. Il sera donc nécessaire soit d'accélérer le rythme, soit de repousser à 2011 la date de fin du projet.

Effets et impacts:

- Les pays de la ligne de front ont fait d'énormes progrès dans l'organisation et la conduite de la lutte préventive.
- La création des CNLA autonomes restera sans doute comme l'un des plus grands acquis du programme.
- Les prospections sont régulièrement réalisées et une solide coopération régionale est maintenant en place. Néanmoins, de vastes zones ne peuvent pas être prospectées pour cause d'inaccessibilité ou d'insécurité grandissante « zones aveugles », ce qui constitue un risque important pour la lutte préventive.
- L'utilisation des images satellitaires, de réseaux d'informateurs locaux et de prospections conjointes par des équipes de plusieurs pays en lisière de ces « zones aveugles » se développe et est à encourager.
- En outre, la lutte préventive doit prendre en compte les situations intermédiaires (résurgences fortes ou recrudescences) rendues plus probables du fait de ces zones aveugles.
- La gestion de l'information, fonction partagée avec le DLIS, s'est grandement améliorée grâce aux outils RAMSES et eLocust qui ont facilité les prospections et la remontée de l'information. Le système reste néanmoins extractif, l'analyse étant surtout faite à Rome. Les services nationaux n'utilisent qu'une fraction des potentialités de traitement des données offertes par le logiciel RAMSES.
- Les initiatives pour la protection de l'environnement sont nombreuses mais pas toujours bien coordonnées en dépit des efforts de la CLCPRO visant à l'élaboration d'un cahier des charges environnementales harmonisé.
- Les équipes QUEST (*Quality and Environment Surveys of Treatments*) sont très appréciées car elles contribuent à préserver la santé des équipes de traitement, mais le contrôle de la qualité environnementale des traitements mériterait par contre d'être renforcé.
- Malgré certaines difficultés d'emploi, l'utilisation en vraie grandeur de méthodes de lutte alternatives comme le mycopesticide *Metarhizium* se développe (Australie, Chine, Yémen, Timor Oriental, Sénégal). Il faut préciser qu'une prise en compte visible de l'environnement est essentielle pour rétablir la confiance des éleveurs, dont certains ont une mauvaise image des opérations antiacridiennes.

Durabilité:

- Le Programme a été conçu comme un appui temporaire aux capacités nationales et régionales de lutte antiacridienne, les organes chargés d'en assurer la durabilité future étant les services nationaux antiacridiens et la CLCPRO sur le plan régional.
- L'existence de telles structures est un gage de durabilité, mais certaines personnes rencontrées expriment des doutes sur la durabilité de la lutte préventive après la fin du Programme EMPRES, arguant par exemple de la faible prise en charge des frais récurrents par les pays de la ligne de front. Comme toute action de prévention des crises, la lutte préventive antiacridienne a ceci de frustrant qu'elle perd en visibilité quand elle est couronnée de succès, puisqu'il n'y a pas de crises. Il faut donc continuer à renforcer la sensibilisation et l'information des décideurs à travers des actions de plaidoyer et de communication ciblées.
- Il faut remarquer que la taille du dispositif antiacridien dans les pays de la ligne de front ne peut augmenter éternellement. Les moyens financiers disponibles aujourd'hui poussent à leur développement mais, dans l'intérêt de leur pérennité, il faut paradoxalement se garder de trop les renforcer. De même, la CLCPRO ne pourra supporter à l'avenir les coûts de tous les experts internationaux dont elle dispose actuellement et il faudrait réfléchir à la possibilité de passer le relais à des experts nationaux durant la deuxième phase.
- De l'avis de la présente mission d'évaluation, l'importance de la volonté politique des États membres ne saurait être sous-estimée. La CLCPRO sera appropriée par ses membres quand ceux-ci s'en donneront les moyens, par exemple quand les pays membres enverront aux réunions biennuelles de la Commission non seulement des techniciens, mais aussi des décideurs politiques. L'idée d'une conférence des ministres de l'agriculture de la CLCPRO, envisagée dès 2006 pour promouvoir l'appropriation de la Commission par les gouvernements qui en sont membres, mérite tout l'appui que lui apporte son Secrétariat.

Recommandations de la mission d'évaluation

Recommandations de la mission d'évaluation	Analyse	Mise en application
(FAO – BAD)		
1. La FAO et la BAD devraient développer un accord cadre pour les procédures à suivre dans les projets d'urgence financés par la Banque et mis en œuvre par la FAO.	Projet d'urgence ne s'applique pas au projet BAD d'appui au programme EMPRES-RO, néanmoins la recommandation est pertinente dans la mesure où des incompréhensions sur les procédures à suivre pour l'exécution dudit programme ont été notées entre la FAO et la BAD.	Un accord cadre pour les procédures devrait être préparé et entériné par la FAO et la BAD
(FAO)		
2. Une seconde phase sera nécessaire pour le Programme EMPRES en Région occidentale afin de pérenniser les capacités mises en place.	Cette recommandation est justifiée: 1. Car la phase I était une phase d'investissement, qui a connu la création des UNLAs, l'élaboration des axes stratégiques : plan de gestion des risques, communication, CCE et SSE et l'acquisition des équipements et construction des infrastructures. 2. Par l'importance d'accompagner les pays dans leur effort d'appropriation des outils développés	Un atelier de planification de la phase II sera organisé par la CLCPRO à Dakar, du 12 au 16 octobre 2009.
(FAO – Partenaires)		
3. Tout en continuant à sensibiliser les bailleurs sur le besoin d'un fonds d'urgence spécialisé, la FAO et ses partenaires ne doivent pas négliger les fonds d'urgence disponibles tels que le Fonds commun des donateurs (FCD) au Niger ou le Fonds central de réponse aux urgences (CERF) des Nations Unies.	- Cette recommandation a été reprise par la 39 ^{ème} session du DLCC mars 2009. - Intégrer ces fonds dans le plan de gestion des risques.	- Poursuivre le processus d'élaboration de l'étude relative à la mise en place du fonds d'urgence international sur le Criquet pèlerin. - Décrire les procédures à suivre pour obtenir le financement de ces deux fonds.

Recommandations de la mission d'évaluation	Analyse	Mise en application
(FAO – BAD)		
4. Une nouvelle extension de la durée du projet BAD devrait être envisagée au moins pour la fin 2010.	Cette recommandation est motivée par le faible taux de décaissement. Elle doit inciter les pays à suivre rigoureusement la mise en œuvre des activités planifiées.	Une demande d'extension doit être envoyée à la FAO par les quatre pays bénéficiaires du projet BAD l'invitant à demander à la BAD une prolongation du projet jusqu'à juin 2011.
(CLCPRO)		
5. La planification doit être plus stratégique, se fonder sur des priorités plus claires, partir davantage de la base et refléter les capacités d'absorption mais aussi les dynamiques locales. Les activités à mettre en œuvre sur le plan national devraient être planifiées par les pays eux-mêmes, puis enrichies d'un nombre limité d'initiatives régionales et consolidées par la CLCPRO en plans annuels soumis à l'approbation du Comité de pilotage en fin d'année.	Cette recommandation est en contradiction avec la manière dont la planification est réellement faite par les pays eux-mêmes au cours des réunions des ELOs et qui se base sur le SPA du programme établi pour 4 ans par les pays eux-mêmes en 2001. La planification annuelle faite par les ELOs est immédiatement soumise au Comité de pilotage pour approbation. Nous pensons que cette recommandation n'est pas fondée. Les capacités institutionnelles et organisationnelles différenciées de chacun des pays devraient être prises en considération dans l'élaboration de la seconde phase du programme EMPRES-RO.	La planification de la phase II doit tenir compte des progrès réalisés dans chacun des pays et de leur capacité (humaine, matérielle et financière) à mettre en œuvre annuellement leur plan d'action pour l'alerte précoce et l'intervention rapide.
(CLCPRO – PAYS)		
6. Pour minimiser l'impact des « zones aveugles », le Programme et les pays concernés doivent continuer à développer des réseaux d'informateurs locaux et l'emploi des images satellitaires, et intensifier les prospections conjointes en lisière des zones aveugles.	Cette recommandation fait suite à la difficulté de faire des prospections dans quelques zones du nord des pays de la ligne de front à cause de l'insécurité et/ou l'inaccessibilité. Des actions sont déjà entreprises par le Mali et le Niger pour	Poursuivre et renforcer les actions palliatives entreprises en 2008 par les pays concernés pour faire face au manque de prospection et améliorer la remontée de l'information à

Recommandations de la mission d'évaluation	Analyse	Mise en application
	améliorer la qualité des informations collectées de ces zones et des prospections conjointes sont organisées régulièrement entre le Mali et la Mauritanie, le Sénégal et la Mauritanie et une prospection conjointe Niger et Tchad est programmée pour le mois d'octobre prochain.	partir des « zones aveugles »
(CLCPRO – NIGER)		
7. Le Niger devrait nommer les responsables du Centre national de lutte antiacridienne (CNLA) au plus tôt afin de permettre à cette structure de capitaliser sur les appuis du Programme.	Cette recommandation est basée sur le fait que le Niger a ratifié la loi créant le CNLA en 2007, promulgué le décret d'application de ladite loi en juin 2008 et inscrit un budget de fonctionnement dans la loi de finance 2009 ; toutefois le personnel du CNLA n'a toujours pas été nommé et le CNLA n'est par conséquent pas encore opérationnel.	Le Niger doit nommer le personnel de son CNLA pour le rendre opérationnel.
(CLCPRO – DLIS)		
8. Dans ses formations sur la gestion des données acridiennes, le Programme devrait mettre davantage l'accent sur l'exploitation des données pour guider la prise de décision au niveau national. Le DLIS devrait également s'efforcer d'impliquer les prospecteurs les plus chevronnés dans l'analyse mensuelle des données acridiennes.	Cette recommandation est basée sur le constat de l'atelier CLCPRO d'Agadir de 2007, qui a mentionné une sous exploitation par les pays du potentiel d'analyse de Ramses et le manque d'interaction entre DLIS et personnel de terrain .	<ul style="list-style-type: none"> - Inclure dans la planification des rencontres périodiques regroupant les chefs CNLA et les responsables de l'information pour évaluer le degré d'exploitation des données et leur utilisation dans la prise de décision. - Pour le DLIS, Les pays doivent discuter de la manière de les impliquer dans l'analyse de la situation acridienne.

Recommandations de la mission d'évaluation	Analyse	Mise en application
(FAO)		
9. La FAO devrait insister plus fermement auprès de UNDSS pour obtenir les autorisations de voyage nécessaires à l'installation de RAMSES V3 et eLocust 2 au Tchad.	Cette recommandation fait suite aux difficultés d'ordre sécuritaire qui n'ont pas permis à la CLCPRO et au DLIS d'envoyer un expert au Tchad pour installer Ramses et former les responsables de l'information sur son utilisation à cause de la situation de sécurité.	Ramses V3 a été installé en mai 2009 et les prospecteurs ont été formés sur l'utilisation de eLocust2 par un expert de la CLCPRO et le responsable de l'information acridienne du Niger
(CLCPRO / Coordination EMPRES)		
10. Les efforts de la Coordination en 2008 pour harmoniser les activités environnementales à travers un CCE global doivent se poursuivre, et s'orienter vers la mise en place des capacités nécessaires et le respect d'indicateurs et de normes prioritaires.	Cette recommandation était basée sur l'existence dans les pays de différentes composantes dans le domaine de l'environnement (QUEST, mesures de sauvegarde de la BM, PNGE, etc.). Un CCE standard a été élaboré au niveau régional et les pays, notamment ceux de la ligne de front, ont élaboré leur CCE national.	Un atelier sur la mise en œuvre du CCE a été organisé en mai 2009 au Niger et a permis d'élaborer un manuel de mise en œuvre du CCE. Ce manuel sera utilisé pour préparer les plans annuels de gestion environnementale de tous les pays membres de la CLCPRO (recommandation à formuler par la 5 ^{ème} session).
(FAO – CLCPRO)		
11. Les équipes QUEST devraient renforcer le suivi de la qualité des traitements et des impacts sur la faune non-cible. Les réactifs pour les kits « test mate » devraient être régulièrement achetés et fournis par la FAO aux pays de la CLCPRO. Enfin, les magasiniers et les gardiens de magasins doivent systématiquement bénéficier du contrôle sanitaire.	Cette recommandation est pertinente dans la mesure où les équipes QUEST ne disposent pas d'un manuel précis qui définit comment faire le suivi de la qualité des traitements sur la faune non-cible.	Un manuel de procédures pour l'équipe QUEST est en cours d'élaboration par la CLCPRO et devrait être finalisé avant la fin du mois de juin 2009. Pour le Kit « test mate », discuter avec la société qui le commercialise la meilleure manière de disposer à temps des réactifs au niveau de la région.

Recommandations de la mission d'évaluation	Analyse	Mise en application
(CLCPRO – Pays)		
12. Les équipes QUEST doivent continuer à intervenir sur une large gamme de campagnes phytosanitaires (campagnes contre les sauteriaux, antiaviaires) afin de maximiser leur contribution à la protection de l'environnement et de la santé des équipes.	Cette recommandation vise le maintien de l'opérationnalité des équipes Quest et sa mise en œuvre. Il n'est toutefois pas pertinent que les équipes QUEST soient chargées des questions environnementales en lutte antiaviaire.	Impliquer les équipes QUEST dans le suivi sanitaire et environnemental des campagnes de lutte contre les pullulations des sauteriaux, sur la base de contrat de service.
(Coordination EMPRES)		
13. Le Metarhizium devrait être testé à grande échelle. Une proposition de l'Algérie de tester le produit sur le Criquet marocain mériterait d'être appuyée par le Programme EMPRES.	Les deux ateliers internationaux sur le GM® (2007 et 2009) ont insisté sur l'utilisation de ce biopesticide en lutte préventive contre le Criquet pèlerin. Toute autre initiative des pays sur l'utilisation opérationnelle de GM® sur d'autres acridiens serait appuyée par la CLCPRO.	Inscrire dans le budget 2010-2011 de la CLCPRO un montant financier pour encourager l'utilisation du GM sur les acridiens.
(Coordination EMPRES)		
14. L'élaboration de plans de gestion des risques nécessite l'intégration d'éléments pour l'instant développés séparément (plans pour l'instant distinct de prévention et de gestion des crises, articulation des deux phases et critères définissant le passage d'un plan à l'autre).	L'atelier de cadrage de Bamako a bien prévu d'établir le lien entre les deux types de plans correspondant à deux situations différentes (cf. rapport). Il n'a donc jamais été envisagé de les développer séparément.	Le processus en cours prévoit l'élaboration d'un plan national de gestion du risque acridien intégrant deux volets : la prévention et la gestion de la crise.
(Coordination EMPRES)		
15. Le système de S&E développé par EMPRES devrait se focaliser sur un rapportage simple et synthétique pour les bailleurs de fonds.	Cette recommandation se base sur l'observation que les projets AELP nationaux ont développé des outils de SE, même s'ils ne sont « pas toujours bien intégrés sur le plan régional ». D'autre part, le projet FSP développe actuellement un système de veille des dispositifs nationaux de lutte préventive	Des missions ont été faites par le chargé de SE dans les 4 pays de la LF, bénéficiaires du projet BAD. Ces missions ont inclus l'analyse des outils utilisés dans le cadre des projets AELP, notamment le « Cadre des résultats ». Les informations

Recommandations de la mission d'évaluation	Analyse	Mise en application
	<p>qui devrait fournir une pièce capitale du système de SE.</p> <p>Selon la mission d'évaluation, la BAD, principal bailleur de fonds d'EMPRES, se considère comme insuffisamment informée des progrès accomplis.</p> <p>La recommandation se réfère donc à la nécessité de consolider les informations provenant de ces outils, dans un rapport spécifique pour la BAD.</p>	<p>seront consolidées dans un rapport semestriel spécifique au projet BAD.</p>
(PAYS MEMBRES)		
<p>16. Les pays membres de la CLCPRO en retard sur leurs contributions devraient les apurer.</p>	<p>Ce problème de cotisation est un aspect important pour l'appropriation de la CLCPRO par ses pays membres et pour la durabilité des actions de lutte préventive ; Il mérite donc une attention particulière des pays membres.</p>	<p>Cette recommandation a été discutée lors de la réunion des ministres de la CLCPRO à Bamako, qui a recommandé d'augmenter les contributions des pays membres sur la base du PIBA (recommandation à formuler par la 5^{ème} Session pour l'élaboration du nouveau barème).</p>
(Coordination EMPRES)		
<p>17. Le Programme doit continuer à appuyer le Mali dans la préparation de la réunion des ministres, en développant un agenda focalisé sur les questions d'ordre politique.</p>	<p>Cette recommandation confirme celle de la 4^{ème} Session de la CLCPRO et vise une meilleure préparation de la réunion des ministres.</p>	<p>La réunion des ministres des pays membres de la CLCPRO a été bien préparée et organisée et une importante déclaration, dite « Déclaration de Bamako » a été adoptée et comporte des recommandations fortes visant le renforcement de la coopération intra-régionale pour assurer la durabilité de la lutte préventive.</p>

Recommandations de la mission d'évaluation	Analyse	Mise en application
(CLCPRO – Pays)		
18. La CLCPRO devrait assurer une présence plus régulière à Alger et participer à l'identification de locaux aux normes de sécurité des Nations Unies.	Cette recommandation fait suite à l'évacuation d'Alger de l'équipe de la CLCPRO en décembre 2007.	Les autorités algériennes sont en train d'identifier un local aux normes de sécurité des Nations Unies.
(Pays)		
19. Les collaborations avec les DPV dans les campagnes ponctuelles contre les autres acridiens doivent se limiter aux cas de pullulations graves et se faire selon des protocoles précis comprenant un financement adéquat.	Cette recommandation vise la préservation des moyens de prévention et de lutte précoce contre le Criquet pèlerin des UNLAs	Signature de contrat de service entre les UNLAs et les DPV pour permettre le maintien en bon état et le renouvellement des équipements mobilisés pour faire face aux pullulations des sauteriaux.
(AGPP)		
20. AGPP devrait essayer de rapprocher les points de vue divergents sur les stratégies de lutte préventive et curative à suivre.	Ces divergences de points de vue existent au sein du Groupe acridien élargi et méritent d'être discutées pour mieux harmoniser les concepts et dissiper les incompréhensions.	Organiser une réunion entre les professionnels concernés du siège et du terrain pour clarifier la terminologie relative à la lutte préventive y compris celle des termes de "résurgence", "recrudescence" et "invasion". (recommandation à formuler lors de la 5 ^{ème} Session)
(Pays)		
21. Les services nationaux devraient organiser régulièrement dans les pays de la CLCPRO des journées de sensibilisation au fléau acridien orientées vers les décideurs.	Cette recommandation vise l'implication du niveau politique dans la lutte antiacridienne et une visibilité des actions entreprises par les UNLAs, notamment en période de rémission et en début de résurgence.	Intégrer ces journées de sensibilisation dans les plans annuels d'action des UNLAs et organiser des journées portes ouvertes.

Recommandations de la mission d'évaluation	Analyse	Mise en application
(Coordination EMPRES)		
22. La deuxième phase du Programme en Région occidentale devra fournir moins d'appuis matériels et davantage d'appuis techniques de long terme. Les capacités régionales sont également à développer sous l'égide de la CLCPRO (ex : matériel et véhicules de prospection, financement régional des prospections conjointes).	Cette recommandation se base sur les apports importants du programme EMPRES-RO et le projet AELP au cours de la 1 ^{ère} phase (2006-2009) et à une nécessité de doter la CLCPRO de moyens opérationnels lui permettant d'intervenir rapidement pour aider le niveau national. Néanmoins, doter la CLCPRO d'un dispositif opérationnel n'est pas la bonne approche pour assurer l'appropriation de la lutte préventive par les pays.	<ul style="list-style-type: none"> - L'atelier de planification de la phase II du programme qui se tiendra du 12 au 16 octobre devra tenir compte de la première partie de cette recommandation. - Rechercher les moyens pour augmenter le financement des prospections conjointes.



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5ème Réunion du Comité Exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

**Point 5 : Examen des comptes annuels pour 2007, 2008 et 2009 et
élaboration du programme de travail et du budget pour le biennium
2010-2011**

La CLCPRO dispose d'un fonds fiduciaire géré par la FAO, alimenté par les contributions de ses Etats membres. Ce fonds contribue à financer les activités annuelles de la Commission selon un programme de travail et un budget réparti sur un biennium et approuvé par la Session de la Commission.

Contributions des Etats membres

Le montant total des contributions annuelles dues par les pays est de 227.000 \$EU. La situation de ces contributions par pays au 31 mai 2009 est présentée dans le tableau ci-dessous (valeurs en \$EU).

Fonds fiduciaire No. 9169.00 - MTF/INT/006/MUL -	
Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale	
Statut des contributions au 31/05/2009 (en \$ EU)	
Code Oracle : TF - AGPDD - TFAA970089143	

Etat membre	Arriérés au 31/12/2007	2008		2009		Arriérés au 31/05/2009
		Contribution due	Montant reçu	Contribution due	Montant reçu au 31/05/2009	
Algérie	40,000	40,000	79,970	40,000	40,000	30
Burkina Faso	24,000	12,000	0	12,000	0	48,000
Libye	199,591	46,000	0	46,000	195,623	95,968
Mali	-951	13,000	0	13,000	0	25,049
Maroc	-59,107	37,000	37,000	37,000	0	-22,107
Mauritanie	74,784	15,000	0	15,000	0	104,784
Niger	35,317	12,000	0	12,000	0	59,317
Sénégal	33,387	16,000	16,000	16,000	0	49,387
Tchad	48,000	12,000	47,975	12,000	0	24,025
Tunisie	43,428	24,000	0	24,000	0	91,428
TOTAUX	438,450	227,000	180,945	227,000	235,623	475,882

Au 31 mai 2009, le montant cumulé des arriérés des contributions est de 475 882 \$ EU, soit plus de deux fois le montant total des contributions annuelles dues.

Concernant les disponibilités budgétaires, le solde du Fonds fiduciaire de la CLCPRO est de **1 112 273 \$ EU** au 31 mai 2009, auquel s'ajoutent le reliquat des fonds du projet FSP versés à la fin de l'année 2008 (solde de 421 727 \$ EU au 31/05/2009).

Dépenses 2007-2008-2009

Les dépenses 2007, 2008 et 2009 (arrêtées au 31 mai 2009) sont présentées ci-après à titre provisoire, en attendant qu'elles soient examinées par la 5^{ème} réunion du Comité exécutif.

Tableau récapitulatif des dépenses (en \$ EU) sur le Fonds Fiduciaire de la CLCPRO pour les années 2007, 2008 et 2009 (au 31/05/2009)

Activités		2007 Dépenses	2008 Budget	2008 Dépenses	2009 Budget	2009 Dépenses
Consultations		18,565	12,000	0	27,000	0
	Appui Secrétariat CLCPRO		4,000		12,000	
	Supervision et suivi des formations nationales		8,000		15,000	
	Consultations pour la Formation de formateurs à Ghadames, Libye, juillet 07	18,384				
	Modérateur 6ème réunion des ELOs	1,095				
	Remboursement consultation Aston (2006)	-914				
Contrats		0	40,000	0	25,000	39,526
	Elaboration et reproduction dépliant et logo CLCPRO		5,000			
	Financement projets de recherche		25,000		25,000	
	Traduction glossaire termes acridiens		10,000			
	Contrat transmission données via satellite					39,526
Voyages		29,154	78,000	69,370	110,000	8.738
	Visite du Président de la Commission à Rome		4,000		4,000	
	Participation du Président de la Commission à la 5ème Session				3,000	
	4ème Session CLCPRO (Mali, oct. 07)	34,766				
	5ème et 6ème réunions du Comité Exécutif (5 pays)		15,000		20,000	
	Prospections conjointes				15,000	
	Echange experts		8,000	6,007	8,000	2,154
	Organisation 8ème réunion ELOs				10,000	
	Organisation 7ème réunion ELOs et 4ème CP		10,000	37,353		

Activités		2007 Dépenses	2008 Budget	2008 Dépenses	2009 Budget	2009 Dépenses
	Appui 3ème cycle acridologie: - intervenants étrangers - encadrants - appui aux travaux de recherche des étudiants		15,000 6,000 20,000	5,907	15,000 15,000 20,000	3,467
	Atelier de validation Plan régional de formation (Niamey 11-13 avril 07)	1,680				
	Techniques de prospection et de surveillance (formation)	21,713		9,342		5,264
	Atelier Ramses v3 (Agadir, juillet 06) solde diff.	122				
	Remboursement dépenses (imputation erronée par PNUD Alger)	-29,127				
	Formation en technique d'application (Agadir 19-28 mai 08)			2,921		
	Participation Atelier d'élaboration du SSE (Nouakchott, 2-5 juin 08)			3,146		
	Atelier régional sur le manuel de procédures du CCE (Niamey 27-30 avr. 09)					1,488
	Atelier d'harmonisation des plans gestion environnementale (Dakar 13-16 mai 08)			2,629		
	Atelier rég. utilisation du kit TestMate			2065		
	Remboursement des fonds mis à disposition pour formation doctorale					-3,635
Formation		-880	35,000	481	35,000	9,280
	Bourse d'étude doctorale	-880	20,000	481	20,000	
	Appui aux formations nationales		15,000		15,000	
	Frais reliquats 7ème réunion ELOs et 4ème CP					9,280
Equipements (non consommables)		1,571	8,821		0	
	Achat pack eLocust2		20,000	8,821		
	Abonnement revues techniques		10,000		10,000	
	Achat logiciels spécialisés		5,000		5,000	

Agadir, Maroc, 22-23 juin 2009

Activités		2007 Dépenses	2008 Budget	2008 Dépenses	2009 Budget	2009 Dépenses
	Système audio-baladeur pour interprétation	1,571				
	Achat véhicule pour le Secrétariat		30,000			
Frais généraux		54,833	45,000	12,611	85,000	0
	Frais organisation Formation de formateurs à Ghadames, Libye, juillet 07	14,032				
	Organisation 2ème réunion CP EMPRES (solde à payer)	8,991				
	Organisation 6ème réunion ELOs et 3ème CP (solde à payer)	3,283				
	4ème session CLCPRO (Mali, oct. 07)	23,994				
	5ème réunion du Comité Exécutif (5 pays)		10,000			
	Organisation 7ème réunion ELOs et 4ème CP			12,265		
	Organisation 5ème et 6ème réunion du CE et Session de la Commission				40,000	
	Appui Secrétariat CLCPRO		10,000		10,000	
	Appui station Akjoujt		5,000		5,000	
	Prospections conjointes			135	10,000	
	Dépenses imprévues	4,533	20,000	211	20,000	
TOTAL		103,243	275,000	91,283	297,000	57,544
Frais de gestion FAO		13,422	35,750	11,867	38,610	7,841

Le total des dépenses du Fonds fiduciaire de la CLCPRO assurées à partir des contributions de ses Etats membres pour les années 2007, 2008 et 2009 est de 285 200 \$ EU, frais d'agence inclus. Ces dépenses en \$ EU sont respectivement de 116 665, 103 150 et 65 385 pour 2007, 2008 et les 5 premiers mois de 2009.

Ces dépenses sont donc actuellement bien inférieures au montant total des contributions annuelles des pays et des budgets annuels établis lors de la 4^{ème} Session. En effet, les dépenses de toutes les rubriques sont inférieures voire très inférieures aux prévisions budgétaires en raison du fait que de nombreuses activités en particulier des rubriques « Consultations », « Contrats », « Formation », « Equipements non consommables » ont pu être financées pour tout ou partie par les projets qui financent actuellement le programme EMPRES-RO (BAD, USAID, FSP, etc.). En revanche, les rubriques « Voyages » et « Frais généraux » peuvent avoir des niveaux de dépenses qui se rapprochent des prévisions car il s'agit par exemple de financer les réunions statutaires de la CLCPRO, les réunions EMPRES-RO voire des ateliers de formation régionaux. Par exemple, les montants des dépenses sont

respectivement de 21 713 + 14 032 \$ EU pour la formation de Ghadames (juillet 2007 en Libye), 34 677 + 23 994 \$ EU pour les 4^{èmes} Comité exécutif et Session de la CLCPRO (octobre 2007 à Bamako), 37 353 + 12.265 \$ pour les 7^{ème} réunion des ELOs et 4^{ème} réunion du Comité de pilotage du Programme EMPRES-RO (décembre 2008 à Niamey).

Il est à souligner que les dépenses liées à la recherche sont moins importantes que prévu en raison de l'absence de projets proposés par les pays et du fait que l'atelier régional sur la recherche dans le domaine de la lutte contre le Crique pèlerin n'a pas encore eu lieu (il est prévu en octobre 2009).

En conclusion, les projets actuels (BAD, USAID, FSP, etc.) qui contribuent au financement du Programme EMPRES-RO ont permis de financer un grand nombre d'activités initialement prévues sur le budget de la CLCPRO. La Commission, garante de la durabilité des dispositifs de lutte préventive en place dans les pays de la Région occidentale, prépare donc l'avenir en constituant des réserves lorsque lesdits projets prendront fin en 2010 ou 2011.

Programme de travail et budgets pour le biennium 2010-2011

Le programme de travail et le budget pour le biennium 2010-2011 est proposé ci-dessous par le Secrétariat à titre provisoire en attendant qu'ils soient examinés par la 5^{ème} réunion du Comité exécutif.

Description de l'activité	Montants (en dollars EU)	
	2010	2011
Consultants	14.000	21.000
Appui au Secrétariat de la CLCPRO	6.000	6.000
Supervision et suivi des formations nationales	8.000	15.000
Contrats	40.000	25.000
Elaboration et reproduction dépliant et logo CLCPRO	5.000	0
Financement Projets de recherche	25.000	25.000
Traduction du glossaire des termes acridiens élaborés en arabe et en anglais par la CRC en Région centrale	10.000	0
Voyages	98.000	110.000
Visite du Président de la Commission à Rome	4.000	4.000
Participation du Président de la Commission à la 6 ^{ème} Session	0	3.000
6 ^{ème} et 7 ^{ème} Réunions du Comité exécutif (5 pays)	20.000	20.000
Prospections conjointes	15.000	15.000
Echange d'experts	8.000	8.000
8 ^{ème} Réunion des chargés de liaison EMPRES-RO	10.000	0
9 ^{ème} Réunion des chargés de liaison EMPRES-RO	0	10.000
Appui à la formation de 3 ^{ème} cycle en acridologie		
- Intervenants étrangers	15.000	15.000
- Encadrants	6.000	15.000
- Appui aux travaux de recherche des étudiants	20.000	20.000
Formation	35.000	35.000
Bourse d'étude doctorale	20.000	20.000
Appui aux formations nationales	15.000	15.000
Equipements (non consommables)	40.000	10.000
Abonnements aux revues scientifiques (via Internet)	10.000	10.000
Achat d'un véhicule conduite intérieure pour le Secrétariat	30.000	0
Frais généraux	45.000	85.000
6 ^{ème} Réunion du Comité exécutif (5 pays)	10.000	0
6 ^{ème} Session de la CLCPRO et 7 ^{ème} Réunion du Comité exécutif	0	40.000
Appui au Secrétariat de la Commission	10.000	10.000
Appui à la Station d'Akjoujt	5.000	5.000
Prospections conjointes	0	10.000
Dépenses imprévues	20.000	20.000
Sous-Total	272.000	286.000
Frais d'Agence (13%)	35.360	37.180
TOTAL 2010 et 2011	307.360	323.180



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5^{ème} Réunion du Comité Exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

**Point 6 : Renouvellement des membres du Comité exécutif pour
les deux années à venir**

La procédure du choix des membres du Comité exécutif, adoptée par la 3^{ème} Session de la CLCPRO sur proposition de la 1^{ère} Réunion du Comité exécutif, est de renouveler tous les deux ans trois de ses membres sur la base de l'ordre alphabétique (latin)

Sur cette base, **les Etats membres qui seront membres du Comité exécutif pour les deux prochaines années sont : Algérie, Burkina Faso, Libye, Mali et Maroc.**



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5ème Réunion du Comité Exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

Point 7 : Divers



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5ème Réunion du Comité Exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

Point 8 : Date et lieu de la prochaine réunion

Des propositions sont à faire par les représentants des pays membres.



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

**COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN
DANS LA REGION OCCIDENTALE (CLCPRO)**

5^{ème} Réunion du Comité Exécutif

Agadir, Maroc, 22 - 23 juin 2009

Point 9: Adoption du rapport

ANNEXE

DECLARATION DE BAMAKO SUR LA DURABILITE DE LA LUTTE PREVENTIVE CONTRE LE CRIQUET PELERIN DANS LA REGION OCCIDENTALE

Considérant la menace que représente le Criquet pèlerin pour la sécurité alimentaire des pays de la Région occidentale ;

Considérant le caractère transfrontalier de ce ravageur ;

Considérant les actions mises en œuvre par la Commission de Lutte contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale (CLCPRO) depuis sa création en 2002 et notamment celles du Programme EMPRES⁴ de la FAO⁵ en Région occidentale depuis 2006 dans le cadre d'une stratégie de lutte préventive contre le Criquet pèlerin ;

Considérant les résultats positifs déjà obtenus dans le cadre dudit Programme et notamment la création de structures nationales de lutte antiacridienne autonomes au niveau des pays de la ligne de front ;

Considérant le renforcement des capacités nationales des pays de la Région occidentale dans le domaine de la lutte antiacridienne depuis le démarrage effectif du Programme EMPRES en région occidentale ;

Considérant l'élan de solidarité régionale exprimé lors de la dernière invasion 2003-05, soutenu par les contributions de la communauté internationale ;

S'appuyant sur les manifestations rapides de solidarité des pays lors de la récente résurgence de décembre 2008 en Mauritanie et qui a été maîtrisée efficacement grâce au dispositif de lutte préventive mis en place dans ledit pays avec l'appui du programme EMPRES ;

Après avoir entendu le discours d'ouverture de Monsieur le Ministre de l'agriculture du Mali ;

Après avoir entendu le discours de Madame la Représentante du Directeur général de la FAO au Mali ;

Après avoir pris connaissance du compte-rendu des travaux des experts réunis à Bamako les 25 et 26 mars 2009.

⁴ EMPRES : Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes - Composante Criquet pèlerin.

⁵ FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Les Ministres et Chefs de délégations

- (1) Expriment leurs remerciements à Monsieur le Président de la République du Mali, Son Excellence Amadou Toumani Touré, pour l'organisation de cette importante réunion et pour l'accueil fraternel et chaleureux qui leur a été réservé ;
- (2) Remercient le Ministre de l'Agriculture du Mali d'avoir organisé cette réunion ministérielle sur la durabilité de la lutte préventive contre le Criquet pèlerin ;
- (3) Saluent la création par loi de structures nationales de lutte antiacridienne autonomes dans les pays de la ligne de front : Mali, Mauritanie, Niger et Tchad ;
- (4) Enregistrent avec satisfaction les progrès importants réalisés par les pays membres de la CLCPRO en matière de renforcement des capacités pour la gestion du fléau acridien ;
- (5) Se félicitent des résultats concrets obtenus par la CLCPRO en matière de coordination régionale et d'appui aux structures nationales de lutte antiacridienne et rend hommage à son Secrétariat, pour le travail accompli ;
- (6) Se félicitent de l'intérêt qu'accorde la FAO à la lutte contre le Criquet pèlerin dans l'ensemble de son aire de répartition et la remercient pour l'appui constant qu'elle apporte à la Région occidentale ;
- (7) Remercient chaleureusement tous les partenaires au développement, notamment l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la France, qui ont contribué aux activités réalisées dans le cadre du Programme EMPRES en Région occidentale ;
- (8) Réaffirment que la seule stratégie durable à même de maîtriser le fléau acridien est celle de la lutte préventive et se félicitent des progrès accomplis dans la mise en place effective de cette stratégie au niveau de la Région occidentale.

De ce qui précède, *les Ministres et Chefs de délégations*

- (9) Réaffirment la nécessité de renforcer le Secrétariat de la CLCPRO ;
- (10) S'engagent à pérenniser les structures nationales de lutte antiacridienne à travers l'allocation de budgets conséquents inscrits annuellement dans la loi de finance de chaque pays et l'affectation du personnel requis ;
- (11) S'engagent à préserver les capacités matérielles acquises et spécifiquement dédiées à la lutte contre le Criquet pèlerin ;
- (12) Encouragent les prospections conjointes réalisées entre pays de la région dans le cadre de la surveillance du Criquet pèlerin ;
- (13) Recommandent d'inscrire le Criquet pèlerin à l'ordre du jour des réunions mixtes organisées de façon bilatérale entre pays de la Région occidentale ;
- (14) Invitent les partenaires au développement à apporter un appui continu à la lutte préventive notamment par le biais du fonds fiduciaire de la CLCPRO ;
- (15) Encouragent la concertation pays-bailleurs pour la mise en place d'un cadre global de gouvernance et de financement à long terme de la lutte préventive en Région occidentale ;
- (16) S'engagent à s'acquitter régulièrement de leur contribution respective au fonds fiduciaire de la CLCPRO ;
- (17) Recommandent l'augmentation des cotisations des Etats membres de la CLCPRO au fonds fiduciaire, défini sur la base du Produit Intérieur Brut Agricole (PIBA). Un nouveau barème sera présenté lors de la prochaine Session de la CLCPRO pour adoption ;
- (18) Invitent les partenaires au développement à poursuivre leur appui dans le cadre d'une deuxième phase de consolidation des acquis du Programme EMPRES en Région occidentale ;
- (19) Approuvent le principe de création d'un fonds d'urgence national de lutte contre le Criquet pèlerin ;
- (20) Soutiennent les efforts du Directeur Général de la FAO visant à créer un Fonds spécial d'urgence pour le Criquet pèlerin ;
- (21) Décident du principe d'organiser de façon périodique des réunions des Ministres des pays membres de la CLCPRO en charge de la lutte antiacridienne.

Fait à Bamako, le 27 mars 2009